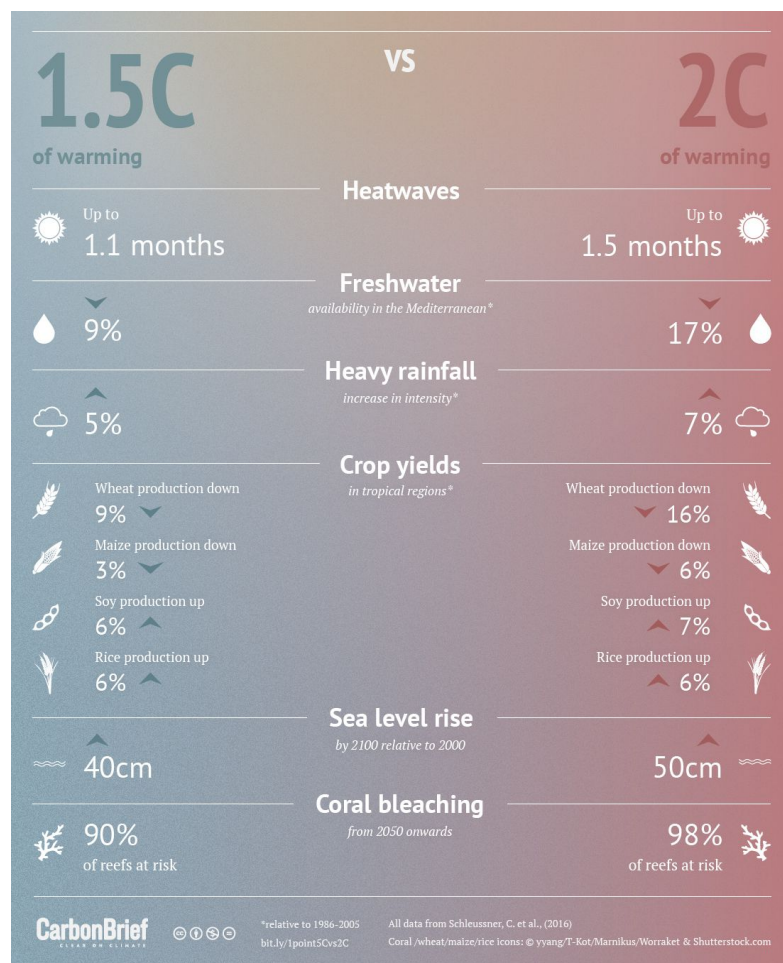


Des scientifiques de l'ONU font monter les enjeux pour le plan climat à long terme de l'UE

Le nouveau rapport sur les changements climatiques est considéré comme le dernier avertissement si on souhaite maintenir le réchauffement climatique en deçà de 1,5°C.

Le 8 octobre, les principaux experts scientifiques spécialisés dans le sujet du changement climatique ont publié un rapport attendu depuis longtemps, qui explique comment limiter la hausse de la température moyenne globale à 1,5°C afin d'éviter les pires effets du changement climatique.

Le rapport arrive alors que l'Union européenne s'apprête à revoir sa stratégie climatique à long terme pour 2050, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur la protection du climat en 2015, qui vise à maintenir la hausse de la température moyenne globale à 1,5°C.



Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, Intergovernmental Panel on Climate Change en anglais), qui sera publié à Incheon, en Corée, doit confirmer qu'il est encore possible de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, mais que les gouvernements du monde entier doivent agir le plus vite possible. Le GIEC expose également les conséquences du changement climatique, et notamment la différence d'impacts entre une hausse de 1,5°C et une hausse de 2°C.

Pour plus d'informations sur le rapport du GIEC, veuillez consulter [l'aperçu du média brief de Greenpeace International](#) et le [dépliant officiel du GIEC](#).

L'Impact de l'UE sur le changement climatique

Bien que le rapport ne fournisse pas de conclusion spécifique à chaque pays sur les conséquences du réchauffement à différents niveaux, il évalue quels en seront les impacts régionaux.

Avec une hausse d'à peine plus de 1°C de la température globale, l'UE subit déjà les effets du changement climatique. Récemment, la vague de chaleur de l'été 2018 a battu des records de température dans plusieurs pays de l'UE, notamment en Allemagne, en Espagne, en Belgique, en Suède, au Portugal, au Danemark et en Finlande. Des incendies sans précédent ont sévi à l'intérieur du cercle polaire arctique et de nombreux pays ont enduré de lourdes sécheresses.

Cette année, les agriculteurs européens ont perdu plus de 12% de leurs [cultures céréalières](#), ce qui a inévitablement entraîné une hausse des prix des aliments de base, tels que le pain et les pâtes. Par ailleurs, cinq pays de l'UE ont été contraints de fermer partiellement voire complètement plusieurs centrales nucléaires, car l'eau nécessaire au refroidissement des réacteurs était devenue trop chaude.

Qu'attend Greenpeace du rapport?

Nous espérons que le rapport changera la donne en ce qui concerne la compréhension et l'encadrement du défi climatique. Le présent rapport est basé sur des études existantes et publiées, ainsi que sur de nouvelles études débutées depuis que Paris a clairement montré que la menace est plus urgente encore que nous ne le pensions : le changement climatique est là, il s'aggrave rapidement et nous nous approchons d'un point charnière bien pire qu'anticipé.

Les nouvelles données scientifiques – ainsi que les observations du monde entier – montrent que 2 degrés, en tant qu'objectif «climat», n'est plus valable, car limiter le réchauffement à 2 degrés ne nous protégera pas contre les principaux risques envisagés auparavant. Nous nous attendons donc à ce que le rapport confirme que 1,5 ne devrait plus être considéré comme un objectif "ambitieux" ou "un objectif vulnérable de pays ", mais comme un impératif mondial pour nous tous.

Néanmoins, nous pensons que ceux qui considèrent que 1,5°C est une cause perdue – un objectif physiquement impossible en tant que but de stabilisation – pourraient être surpris. La nouvelle recherche depuis Paris a élargi la compréhension sur la faisabilité de ces 1,5 ° C.

Les engagements de l'UE

En octobre 2014, les dirigeants de l'UE ont approuvé les trois objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 : réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% (par rapport aux niveaux de 1990), porter la part des énergies renouvelables à au moins 27% et réduire la consommation d'énergie de 27% (par rapport à l'utilisation projetée). Ces engagements sont fondés sur un objectif à long terme convenu pour que l'UE réduise ses émissions de carbone de 80 à 95% d'ici 2050.

Plus tôt cette année, l'UE a augmenté son objectif de 2030 pour les énergies renouvelables à 32% et son objectif d'efficacité énergétique à 32,5%. La Commission européenne [a indiqué](#) que ces ajustements signifient que l'objectif global de réduction des émissions de carbone à l'horizon 2030 devrait atteindre au moins 45%, mais l'[Allemagne](#) et la [Hongrie](#) s'y sont opposées.

La Commission a reconnu que les objectifs actuels de l'UE en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 n'étaient [pas suffisamment élevés](#) pour respecter les engagements de l'Europe au titre de l'accord de Paris sur la protection du climat. Elle devrait désormais concentrer ses efforts sur la révision de sa stratégie climatique à long terme pour 2050, comme l'ont demandé les gouvernements de l'UE en mars 2018.

La Commission publiera un plan provisoire le 28 novembre, moins d'une semaine avant le début de la conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Katowice, en Pologne. Les chefs d'État et les gouvernements de l'UE devraient s'entendre sur la stratégie finale à long terme de l'UE en 2019.

Les [ministres européens de l'environnement](#) se réuniront également à Luxembourg le 9 octobre, au lendemain de la publication du rapport du GIEC, pour convenir du mandat de négociation de l'UE pour la conférence sur le climat de l'ONU.

Le front se dessine

L'[Allemagne](#), qui se concentre sur la défense des intérêts de ses industries du charbon et de l'automobile, s'est opposée au renforcement de l'action de l'UE contre le changement climatique, encourageant le groupe "Visegrád", composé de la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et de la République Tchèque.

D'autres pays – notamment les Pays-Bas, la France, le Luxembourg, le Portugal, la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Espagne et le Royaume-Uni – sont généralement plus ouverts à une ambition climatique plus haute.

En septembre, les médias ont divulgué un mémo du plus grand lobby européen de l'industrie, détaillant ses plans afin de contester l'action de l'UE contre le changement climatique. Cette fuite illustre la rupture qui se forme dans le milieu des affaires sur le sujet du changement climatique, certaines entreprises souhaitant au contraire tirer parti des avantages d'une économie décarbonisée.

Actes d'espoir

Alors que les gouvernements et les entreprises hésitent, les citoyens européens et étrangers changent [en espoir la détresse suscitée par le changement climatique](#).

Des manifestations de masse contre la destruction de l'ancienne [forêt de Hambach](#) pour en faire une mine de lignite en Allemagne, aux projets d'énergie solaire communautaires pour lutter contre la [pauvreté énergétique en Grèce](#), en passant par la bravade individuelle d'une [suédoise boycottant l'école](#) jusqu'à ce que les politiciens agissent, partout dans le monde les gens se lèvent et appellent les gouvernements à intensifier leurs actions contre le changement climatique.

Contacts:

Luxembourg

Martina Holbach - Greenpeace Luxembourg climate and finance campaigner: +352 621 233362 , martina.holbach@greenpeace.org
Diogo Holbach

Brussels

Tara Connolly – Greenpeace EU climate and energy policy director: +32 (0)477 790416, tara.connolly@greenpeace.org
Greenpeace EU press desk: +32 (0)2 274 1911, pressdesk.eu@greenpeace.org

Incheon, Korea

Maria Elena De Matteo – communications, Greenpeace East Asia: maria.elena.de.matteo@greenpeace.org, +82 106 829 0949

Images et vidéos montrant les impacts du changement climatique sont disponibles [ici](#).

Pour des demandes de photos, contactez la **Greenpeace picture desk hotline:** +31 207 18 2471

Pour des demandes vidéo, contactez la **Greenpeace video desk hotline:** +31 20 718 2472